Accords de Bretton Woods—Loi

A son avis, le comité n'était pas une tribune ouverte au public où les Canadiens pouvaient suivre les débats sur notre rôle dans le développement international. Au nom du parti conservateur, M. Roche a proposé de modifier la loi pour permettre au Parlement de discuter des questions de développement international. Le gouvernement libéral alors au pouvoir a rejeté l'amendement mais le NPD avait voté pour. Aujourd'hui, la situation a changé: le NPD et le parti libéral luttent contre le parti conservateur. Dans l'opposition, le parti conservateur a proposé un amendement; au pouvoir aujourd'hui, il rejette cet amendement. Les libéraux ont voté contre l'amendement quand ils étaient au pouvoir, ils l'appuient aujourd'hui alors qu'ils forment l'opposition officielle. Les conservateurs doivent être gênés de constater que leur position est renversée.

Je tiens à répéter que nous n'essayons pas de renvoyer cette mesure aux calendes grecques, mais le développement international et la participation du gouvernement canadien sont des questions importantes. Les Canadiens s'y intéressent, tout comme les centaines de millions de gens qui peuplent des pays du Tiers-Monde. Le Canada a une bonne réputation à l'étranger. On ne nous considère pas comme un pays avide de pouvoir, impérialiste au point de chercher à coloniser d'autres nations. Les Canadiens veulent savoir ce que leurs représentants pensent du développement international. C'est pour nous la dernière occasion de prendre la parole dans cette enceinte publique et de dire ce que nous pensons du développement international, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Triste jour que celui où le gouvernement rate cette occasion de tenir un débat public. Naguère, des conservateurs comme John Diefenbaker et Robert Stanfield ont lutté pour sauvegarder l'intégrité du Parlement. Malheureusement, le parti conservateur préconise aujourd'hui une mesure qui va minimiser encore davantage le rôle de notre institution dans ce domaine vital.

• (1150)

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, on m'a demandé d'être très bref, c'est donc ce que je ferai. Je sais que nous aborderons tout à l'heure l'étude d'un projet de loi agricole très important et je ne voudrais pas empiéter sur le temps réservé à ce débat.

Je comprends certains des arguments présentés à la Chambre par le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) en particulier qui a fait preuve de perspicacité comme à l'accoutumée. Si je faisais partie de l'opposition et que le NPD formait le gouvernement, à Dieu ne plaise, je me vois fort bien ne pas lui faire la moindre confiance. Je me méfierais de ses moindres initiatives. Je n'accepterais pas de lui accorder plus de pouvoirs que nécessaire. Si je me trouvais dans cette situation, je rouspéterais probablement aussi fort que les néo-démocrates aujourd'hui. Le débat est vieux; le temps que les parlementaires peuvent consacrer à chaque question est limité et nous avons donc convenu d'une procédure de base qui nous permette d'étudier les prévisions budgétaires de chaque ministère.

Pour savoir si la question est d'une importance telle qu'il n'est pas possible de l'examiner par les voies normales, puisqu'il s'agit d'affecter des fonds à la Société financière internationale, à l'Association internationale de développement ou à n'importe laquelle de ces institutions, il conviendrait de nous demander si ces institutions sont effectivement beaucoup

plus importantes que n'importe quel autre domaine financé par le gouvernement. Sont-elles plus importantes que la GRC, le ministère de la Défense nationale, ou tout autre ministère ou organisme du ressort du gouvernement fédéral? Je reconnais, comme les députés, que les dépenses dont il est question aujourd'hui sont importantes, mais je ne pense pas que, généralement parlant, elles soient plus ou moins importantes que tous les autres domaines auxquels on affecte des crédits.

Nous pourrions aussi nous demander s'il s'agit de dépenses nouvelles, de crédits que le Parlement du Canada ne consentait pas jusqu'ici. S'agit-il d'un domaine nouveau? Depuis le temps qu'ils existent, les crédits affectés à ces institutions sont devenus en quelque sorte standardisés; l'initiative n'est pas récente, elle date depuis les années 1950, et même avant. Il s'agit donc de quelque chose qui revient d'année en année.

Nous pourrions nous demander aussi si la Chambre a l'occasion de discuter de ces questions, comme l'ont réclamé le député de Kamloops-Shuswap et ses collègues. Nous ne cherchons pas, à la Chambre des communes, à éviter le débat sur la question du financement de ces diverses institutions internationales, pas plus que nous ne cherchons à éviter le débat sur la défense nationale, le système juridique, les affaires indiennes, ou n'importe quoi d'autre. Nous le reconnaissons tous: les modifications apportées au Règlement de la Chambre des communes en 1968 sont loin d'être parfaites et nous aimerions tous discuter ces questions à la Chambre plutôt qu'au comité, mais en vertu de ce Règlement, aussi imparfait soit-il, des journées de débat sont réservées à l'opposition. Si le NPD ou le parti libéral veulent prendre une de ces journées pour discuter du financement des institutions internationales, libre à eux. Rien ne les en empêche.

Aussi, quand les néo-démocrates soutiennent que c'est la dernière fois que la question sera débattue à la Chambre des communes, ils ne disent pas vrai. Si effectivement la question préoccupe les néo-démocrates autant qu'ils le prétendent, libre à eux de prendre tout le temps voulu pour en discuter à la Chambre des communes.

M. Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, je désire appuyer la motion présentée par le député de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett), dont l'objectif est de veiller à ce que l'on tienne régulièrement des débats sur les avances fournies par le Canada au groupe de la Banque mondiale, incluant le Fonds monétaire international.

Certaines situations ironiques se sont produites au cours du débat de ce matin. Nous savons que le dernier gouvernement avait proposé une motion de ce genre en ce qui concernait les banques régionales et qu'il approuvait le principe qui sous-tend l'attitude du gouvernement contre laquelle nous nous élevons dans notre motion, attitude qui vise à empêcher la tenue de tout débat de fond à la Chambre des communes relativement à ces questions. C'est ainsi qu'entre autres choses, nous avons vu le leader parlementaire de l'opposition officielle appuyer notre motion, ce qui constitue un changement d'attitude de l'opposition actuelle par rapport à l'ancien gouvernement libéral. Évidemment, ce matin, ce parti est représenté à la Chambre presque uniquement par son leader parlementaire de sorte que l'ironie n'est pas aussi évidente qu'elle pourrait l'être.